

« Traduction artificiellement non intelligente et coût du travail »

jeudi 9 janvier 2025, par [SAVIĆ Julija](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2024).

L'intelligence artificielle en Croatie reste une affaire d'avenir, éclipsée par la stagnation et la baisse des prix de la traduction. Les résultats de l'Enquête sur l'industrie européenne des langues montrent que la peur de l'intelligence artificielle va de pair avec ces tendances, en raison desquelles les traducteurs freelance ne peuvent pas atteindre des revenus mensuels durables. Plus de 38 pour cent ne gagnent que 6 700 euros par an.

Les organisations de traduction mettent en garde depuis le printemps contre les conséquences de l'utilisation de l'intelligence artificielle générative dans les industries créatives. La dernière intervention de ce type a eu lieu le 6 décembre lorsque le Conseil européen des associations de traducteurs littéraires (CEATL) a envoyé une déclaration officielle à la Commission européenne nouvellement créée pour l'autonomie technologique, la sécurité et la démocratie. Avec douze autres signataires issus de diverses associations créatives, le CEATL a mis en garde contre les dangers que l'intelligence artificielle représente pour le travail créatif, ainsi que les violations existantes des droits, comme l'entraînement non transparent de l'intelligence artificielle utilisant du contenu protégé par le droit d'auteur. Les signataires encouragent la Commission à développer un cadre juridique efficace pour protéger les auteurs, basé sur une « discussion étendue et démocratique », afin de « préserver les droits et l'intégrité des œuvres protégées par le droit d'auteur et des données personnelles ». Une telle pression internationale d'organisations aux objectifs alignés est une approche appropriée en période de marchandisation culturelle, de dévaluation et d'inflation générale, et les traducteurs croates ne font pas exception.

Alors qu'ils élaborent des stratégies pour vaincre chacune des têtes de l'hydre, les traducteurs servent d'exemple que, même dans l'ombre de l'intelligence artificielle, des droits violés et des opportunités injustes, la créativité et l'ingéniosité humaines ne cessent de se développer.

Le mois dernier, lors d'une conférence à Strasbourg, la traductrice Ela Varošanec Krsnik a évoqué les obstacles spécifiques que l'intelligence artificielle pourrait présenter aux traducteurs. En tant que membre du conseil d'administration de l'Association croate des traducteurs littéraires (DHKP) et membre du Groupe de travail sur l'intelligence artificielle du CEATL, elle a rejoint des collègues internationaux dans un panel qui reflétait largement les avertissements de la déclaration envoyée : l'utilisation de l'intelligence artificielle sans comprendre ce qu'elle peut et ne peut pas faire pourrait appauvrir la langue à long terme et mettre en danger la profession de traducteur. Un cadre juridique est nécessaire pour la réguler sur la base des principes de consentement des auteurs, de compensation et de transparence.

L'intelligence artificielle pourrait effectivement présenter un problème pour le développement futur de la profession de traducteur en Europe et contribuer à de mauvais standards de prix. Mišo

Grundler, traducteur et vice-président du DHKP, souligne dans une conversation avec H-Alter que cette crainte n'est pas infondée : « Dans des pays comme les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark, de grandes maisons d'édition ont commencé à expérimenter la publication d'œuvres littéraires étrangères en utilisant l'intelligence artificielle, ce qui relègue les traducteurs soit au rôle de correcteurs de texte généré artificiellement, soit les marginalise et les exclut complètement du processus de publication des œuvres littéraires. Une machine peut transmettre l'information, mais elle manque tout ce qui fait de cette information de l'art. »

Comme le montrent les tendances de l'industrie d'une insistance de plus en plus fréquente sur la post-édition des traductions automatiques, la machine influence directement la baisse des prix et des conditions de travail des traducteurs. Selon l'Enquête sur l'industrie européenne des langues (ELIS) de cette année, « l'utilisation de la traduction automatique augmente. Au rythme actuel, on s'attend à ce qu'une forme de traduction automatique ou d'intelligence artificielle soit utilisée dans plus de 50 pour cent des traductions professionnelles d'ici 2025. » Bien que la traduction automatique ne garantisse pas un produit de qualité, l'image de l'avenir technologique pour les traducteurs, avec l'intelligence artificielle qui se profile pour demain, n'apparaît pas optimiste.

Cependant, dans une conversation avec H-Alter, Varošanec Krsnik a déclaré que la menace de l'intelligence artificielle est encore loin des traductions croates : « Personnellement, je travaille avec des éditeurs qui ne sont pas intéressés par des traductions faites par l'intelligence artificielle mais, d'après ce que je sais d'une enquête récemment menée par le DHKP, personne en Croatie ne reçoit encore de telles offres. Je pense que l'une des raisons est que les traducteurs croates sont déjà tellement bon marché que je ne sais pas jusqu'où le prix pourrait baisser. Nous sommes à l'abri de l'intelligence artificielle parce que nous sommes trop bon marché », a-t-elle plaisanté.

L'intelligence artificielle en Croatie est donc, pour l'instant, une affaire d'avenir. Elle est éclipsée par la stagnation même et la baisse des prix de la traduction. Selon l'ELIS, la peur de l'intelligence artificielle va de pair avec ces tendances, en raison desquelles les traducteurs freelance ne peuvent pas atteindre des revenus mensuels durables. L'enquête montre que les traducteurs du secteur freelance sont inquiets pour leur avenir à plusieurs niveaux : « Ce manque de sécurité est fortement lié au déclin général de leur situation financière, mais aussi à l'effet de la technologie et à la domination perçue des entreprises linguistiques qui forcent les spécialistes des langues à accepter un travail moins épanouissant et moins bien payé. » Les traducteurs font donc face aux prévisions de l'IA tout en se retrouvant simultanément dans des cycles d'accumulation de travail mal payé, car dans quelques jours il pourrait ne plus y avoir de travail du tout. Ce cercle vicieux d'heures de travail inhumaines accompagnées d'une compensation misérable devient une occurrence de plus en plus fréquente dans les cercles de traduction, et affecte particulièrement les secteurs créatifs de la profession.

Les traducteurs font face à une hydre d'obstacles industriels - des pratiques déloyales et des baisses de prix jusqu'à l'intelligence artificielle menaçante.

En Croatie, la situation et l'anxiété suivent les tendances européennes. Une recherche de l'Association croate des traducteurs audiovisuels (DHAP) de 2022 montre qu'une partie des répondants craint que la traduction automatique ne les remplace partiellement ou complètement, et cette crise existentielle est aggravée par l'état des salaires. La plupart des répondants travaillent de 31 à 40+ heures par semaine, pour lesquelles 84 pour cent gagnent jusqu'à 20 000 euros par an, et 38,7 pour cent ne gagnent que 6 700. La situation est similaire dans le domaine littéraire et dans les autres domaines de la traduction.

Grundler exprime l'absurdité de la situation en des termes appropriés : « C'est probablement la seule profession où, au milieu d'une vague générale d'augmentation des prix, les tarifs stagnent ou même baissent, ce qui menace la subsistance de ceux d'entre nous qui vivent de la traduction. » Selon l'ELIS, ceux qui vivent de la traduction font partie d'une industrie mondiale stratifiée et énorme, estimée entre 25 et 60 billions d'euros. Leur service est payé selon des tarifs - par page, caractère, mot ou minute de matériel - et entre les clients et les traducteurs se trouve souvent une couche d'agences et d'autres médiateurs avec leurs propres intérêts. Grundler explique que lorsque les fonds traversent ce système jusqu'aux traducteurs, il ne reste souvent pas assez : « Dans toute affaire où plusieurs instances sont impliquées, chacune veut en tirer le maximum de bénéfices pour elle-même, ce qui signifie généralement qu'une partie se retrouve lésée - et le plus souvent, cela se fait sur le dos du traducteur. Avec les traductions d'agence, le client veut payer le moins possible, l'agence veut facturer la marge la plus élevée, et pendant ce temps, on exige des traducteurs qu'ils renoncent à leur part du gâteau, ce qui n'est pas viable à long terme. » Cela est également indiqué par les résultats de l'ELIS montrant que « les spécialistes qui collaborent plus fréquemment avec des clients directs ont noté de [meilleures] chances d'augmenter leur activité et leurs tarifs », tandis que les traducteurs travaillant avec des médiateurs rapportent l'inverse.

Le problème de la couche de médiation est particulièrement évident dans le secteur audiovisuel, où les agences gèrent une grande partie du marché. Dans une conversation avec H-Alter, la présidente du DHAP Sandra Mladenović remarque un schéma dans le travail de certaines d'entre elles : « Les personnes inexpérimentées qui arrivent tout juste sur le marché du travail sont avalées par certaines agences avec un principe du 'à prendre ou à laisser'. Ils acceptent, mais après un certain temps, ils réalisent que c'est insoutenable et irréalisable. Puis vient une autre vague de jeunes inexpérimentés qui ne savent pas comment les choses se passent, et ces agences existent sur cette base. Certaines ont même une politique consciente de ne pas payer une personne, ou de la sous-payer, et on passe à la rotation suivante. » Dans de telles conditions, les traducteurs ne peuvent souvent pas se permettre de faire un travail de qualité car ils doivent en accumuler le plus possible. Ils sont également limités par des délais de livraison courts, les forçant à des heures frénétiques et empêchant un travail de qualité.

Comme dans le secteur audiovisuel, les tarifs actuels dans le secteur littéraire, qui sont calculés par page, tombent jusqu'à 5 euros. « Au niveau européen, les traducteurs littéraires font partie des professions hautement qualifiées les moins bien payées », dit Varošanec. Elle a ajouté que la traduction de 100 pages lui prend environ un mois et qu'un honoraire de 500 euros par mois signifierait qu'elle ne pourrait pas se permettre les dépenses courantes. Pourtant, les offres du marché ont souvent de telles exigences : « Les gens reçoivent des offres d'un mois pour 300 pages. Travailler ainsi à long terme n'est pas humain, personne n'a de telles capacités. Nous pouvons dépasser nos capacités jusqu'à un certain point, mais ce n'est pas viable pour qui que ce soit. Ce ne sont pas des attentes raisonnables. »

Les circonstances de la vie, souligne Grundler, imposent souvent des attentes déraisonnables comme seule option : « Ce problème n'est pas facile à résoudre, car c'est une question existentielle - si votre capacité à payer les factures ou le loyer du mois en dépend, vous êtes forcé d'accepter même des tarifs misérables, ce qui nous mène au cercle vicieux de la précarité. » Une telle situation est aggravée par les violations des droits d'auteur, qui dans certaines parties de l'Europe sont protégés et impliquent une compensation monétaire. Les traducteurs en Croatie se voient souvent proposer des contrats qui impliquent une renonciation à vie aux droits d'auteur, ils ne sont pas crédités sur les œuvres, et de nouvelles éditions de leurs traductions sont publiées sans leur consentement.

« Les personnes inexpérimentées qui arrivent tout juste sur le marché du travail sont avalées par certaines agences avec un principe du 'à prendre ou à laisser'. Après un

certain temps, ils réalisent que c'est insoutenable et irréalisable. Puis vient une autre vague de jeunes inexpérimentés... »

Les traducteurs font donc face à une hydre d'obstacles industriels - des pratiques déloyales et des baisses de prix jusqu'à l'intelligence artificielle menaçante. Pour surmonter ces obstacles, selon les mots de Varošaneć Krsnik, « une pression collective est nécessaire » et personne n'attend de changement « du jour au lendemain ». Dans cette optique, il faut souligner comme un bon signe la mise en réseau croissante des organisations et l'élargissement des activités des associations professionnelles. Une grande partie des activités des associations professionnelles est donc consacrée à sensibiliser les traducteurs à leurs droits et à la valeur de leur travail. L'adhésion au DHKP et au DHAP offre aux traducteurs des droits d'allègement fiscal, des opportunités de participer à des ateliers professionnels ou des consultations comptables, mais aussi un plaidoyer devant les institutions. Selon Grundler, « ainsi, par exemple, il a été convenu avec le Ministère de la Culture que la priorité pour les incitations d'État à la création littéraire va aux éditeurs qui respectent les prix recommandés du DHKP, ce qui assure à la fois la subsistance des traducteurs et un produit de qualité. » L'association audiovisuelle a des pratiques et des plans similaires. « Le DHAP va bientôt sortir des recommandations pour les conditions de travail et les tarifs pour couvrir certaines catégories et termes de base », dit Mladenović. « De plus, nous développons une sorte de calculateur où les traducteurs peuvent entrer le prix qui leur est proposé et voir à travers différentes catégories combien d'argent cela représente par mois, et le comparer avec le salaire minimum croate ou le salaire moyen pour avoir une idée de ce qui leur est réellement proposé. »

En plus de travailler avec les traducteurs locaux, les associations se mettent activement en réseau au niveau international avec des organisations faïtières comme le CEATL, les Traducteurs Audiovisuels d'Europe et la Fédération Internationale des Traducteurs. À travers ces collaborations, souligne Mladenović, ils remplissent leur rôle « dans la connexion internationale et l'échange d'informations, » et dans « la sensibilisation de leurs membres et du grand public sur les droits que nous avons. »

La mise en œuvre de ces droits dans la pratique est le rôle de la nouvelle Section syndicale régionale des traducteurs au sein du Syndicat des journalistes croates, qui représente potentiellement le premier signe d'un mouvement vers l'auto-représentation collective des freelances croates. Bien que les traducteurs et les journalistes soient actuellement les seuls freelances syndiqués, Mladenović - qui sert également comme responsable de la Section - souligne que « d'autres communautés de freelances dans le secteur culturel montrent un intérêt pour la syndicalisation. »

La porte à de tels développements a été ouverte par les Lignes directrices européennes sur les conventions collectives pour les travailleurs indépendants, qui permettent aux syndicats de déterminer les salaires minimums et les conditions de travail pour les « freelances. » Cette démarche représente un grand pas dans la lutte pour les droits des travailleurs freelances, et l'exemple des traducteurs nous montre que cette lutte continue, tout comme la pression collective et le développement des structures qui la soutiendront par le plaidoyer et la représentation communs. Tout en élaborant des stratégies pour vaincre chacune des têtes de l'hydre, les traducteurs servent d'exemple que, même dans l'ombre de l'intelligence artificielle, des droits violés et des opportunités injustes, la créativité et l'ingéniosité humaines ne cessent de se développer.

Julija Savić

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

H-ALTER

<https://h-alter.org/poslodavci/umjetno-neinteligentno-prevodenje-i-cijena-rada/>

Traduction AN